

## AU SOIR D'ALGÉRIE :

## et dévié de son symbole»



Cette obligation de quotas a d'ailleurs donné, au niveau de l'Assemblée, des députées femmes qui ont voté des lois contre les femmes. Je suis pour la parité, mais par le mérite.

**Plus globalement pour ce quota de 30% comme pour les mesures contre les violences faites aux femmes, y a-t-il au sein de votre association Amal, par exemple, ou à d'autres niveaux, des études qui analysent les progrès ou les reculs engendrés par ces mesures ?**

Nous n'avons malheureusement aucun moyen. Nous n'avons d'ailleurs même pas d'agrément. Nous sommes des militantes du terrain. Si certaines d'entre nous affirment que nous avons fait des avancées, je dis, pour ce qui me concerne, que tant que je suis considérée encore comme mineure ; tant que l'injuste problème de l'héritage persiste ; tant que la polygamie est permise, je ne crois pas beaucoup à ces avancées et considère toutes celles-ci, inscrites dans la loi, comme une immense supercherie.

Cette supercherie nous fait en plus beaucoup de mal parce qu'ils font tellement de bruit autour des textes qu'ils promulguent que les gens pensent que l'on a plus de droits que les hommes. Que ne faut-il pas entendre à ce sujet ! Un avocat m'a même dit un jour : «Vous devriez être heureuse, de quoi vous vous plaignez, vous avez même votre chèque !»

Le fait de dire qu'il y a beaucoup de lois en faveur des femmes fausse la donne. La réalité est qu'aujourd'hui, dans notre pays, des femmes sont assassinées dans la rue et enterrées et l'on n'en parle que très rarement parce que c'est aar, honteux.

De victimes, elles deviennent une honte dans l'indifférence totale. Il faut vous souvenir que la femme assassinée dans la rue à Constantine l'a été sans que personne bouge et son assassin est reparti tranquillement et n'a été appréhendé que beaucoup plus tard. Ce qu'il faut relever, c'est que ces assassinats n'ont même pas remué la ministre qui est censée défendre la femme

et qui plus est n'a pas dit un seul mot à ce propos. Elle a par contre brillé par son incroyable proposition de demander aux femmes de reverser leur salaire pour résoudre la crise financière, arguant du fait que dans le code de la famille, la femme est à la charge financière de son mari, et que par conséquent, les femmes travailleuses n'ont pas besoin de leurs salaires. Voilà où nous en sommes et voilà les insanités que l'on peut entendre d'une femme chargée officiellement de défendre les femmes.

Cette ministre a même été plus loin en défendant la persistance dans la loi du tuteur pour la femme.

Cette femme, ministre de son état, se considère mineure et partant, elle ne peut défendre la femme dans la république de Hassiba, les Djamilia Boupacha, Bouhired, les Zohra, Ourida... et tant d'autres héroïnes qui font notre fierté des femmes. Et puis il y a eu beaucoup d'autres personnalités qui ont brillé par leur silence lors des violences et assassinats de femmes.

L'on se réjouit bien sûr que l'on dénonce la violence contre les enfants mais qu'on ne dise rien sur la violence contre les femmes me révolte. Les avancées doivent se mesurer aussi par rapport à cette triste réalité.

**Vous êtes, pour ce qui vous concerne, très largement impliquée dans les réseaux sociaux où vous menez quotidiennement votre combat de féministe et de démocrate. C'est dans ces nouveaux médias que devront être menés les combats ?**

Aujourd'hui, j'utilise les réseaux sociaux et aussi la télévision parce que je sais, par expérience, l'impact de ce média sur les téléspectateurs. Je l'utilise parce que je n'ai pas beaucoup le choix mais parce qu'aussi je mesure l'impact que ce moyen produit sur les téléspectateurs. Lorsque j'interviens sur ce média, d'abord j'utilise le langage que tout le monde parle, ensuite j'avance mes arguments contre ceux des contradicteurs, directement, sans intermédiaire. C'est ainsi, qu'à de nombreuses reprises,

l'on m'a brandi lors de ces émissions l'article 2 de la Constitution qui institue l'islam religion de l'Etat. En réponse j'interroge directement les gens en leur demandant si la présence de cet article dans la Constitution est normale et mon interrogation finit par être acceptée. De la même manière l'on m'écoute et l'on finit par entendre mon argument consistant à dire que nous sommes bloquées, nous les femmes, et les hommes d'ailleurs, par cet article 2 de la Constitution. Or, la Constitution ne dit à aucun moment que la charia est source de droit. De ce discours, les téléspectateurs n'ont pas été choqués et cela nous aide à avancer.

**En termes de visibilité, il me semble que le combat féministe dans le pays est plus un combat d'individualités que plus largement d'associations ou de partis politiques structurés. Quel est votre opinion ?**

Pour le moment c'est effectivement et malheureusement un travail plus individuel que collectif. Il y a de nombreuses femmes, qui, individuellement, travaillent à faire avancer la cause des femmes.

M<sup>me</sup> Benghebrit, par exemple, dans le domaine de l'éducation, un domaine capital dans les changements et l'ouverture qu'il peut opérer chez les jeunes, le fait par sa prise en charge de cet aspect en apportant un nouveau souffle, pour peu seulement qu'on la laisse continuer à le faire. Je n'arrête pas de tenter des regroupements de femmes décidées à contribuer à faire relancer le mouvement féministe, mais pour l'instant, cela n'avance pas beaucoup.

Nous avons bien eu à voir de jeunes féministes, mais dont le féminisme exclue les hommes de leur vision. Elles nous déclarent, par exemple, que la polygamie n'est pas leur problème et se déclarent en guerre contre les hommes.

Ce n'est pas mon combat. Je considère qu'il me faut aujourd'hui aider d'une manière plus collective et plutôt qu'être réactives, il nous faut nous constituer en force de propo-

sitions. Ne pas attendre une loi pour la critiquer mais à nous de faire des propositions et de faire campagne pour. Nous avons les moyens intellectuels pour le faire. Au MDS, par exemple, du temps d'El-Hachemi Cherif, nous avons mis en commun nos capacités de réflexion et produit un texte sur le statut personnel, qui propose un contrat à passer entre les époux et non un code, une loi qui va régir les relations de couples. C'est aussi ce type de travail qu'il faudra produire.

**Vous avez déclaré dans une tribune que «la laïcité est une question de survie des femmes». La société algérienne ayant été sournoisement imprégnée des idées rétrogrades et d'enfermement de la femme, prônées par les islamistes, souvent en connivence avec le pouvoir, la laïcité vous paraît-elle un combat gagnable dans ces conditions ?**

Je pense que oui, ce combat est gagnable. Lorsque je parle à des gens, quelles que soient leurs catégories sociales, et que je dis que la laïcité n'a rien contre la religion mais que cette dernière devrait rester dans la sphère privée, cela est compris et accepté.

**Le terme lui-même de laïcité n'est-il pas devenu un tabou ?**

On l'a, depuis longtemps, présenté comme un tabou qu'il faut taire, qu'il ne faut pas évoquer. Or, il faut en parler aujourd'hui et expliquer, et qu'on nous laisse le faire et dire à tous que la laïcité n'est pas contre la religion mais elle refuse que cette dernière investisse le politique.

C'est pourquoi aujourd'hui la priorité de mon combat va concerner la conscientisation des femmes pour qu'elles prennent conscience que le combat que je mène est juste pour que nous sortions de l'état de dominé à l'état d'être humain, doté de capacités tout aussi importantes que celles de l'homme et que, par conséquent, nous sommes en situation de décider de notre vie.

K. B.-A.

## PARADOXE ALGÉRIEN

## Quand le conservatisme favorise l'emploi des femmes

**La problématique de l'emploi des femmes en Algérie ne se pose pas en termes de contraintes juridiques ou sociétales mais, semble-t-il, plutôt de blocages psychologiques des femmes elles-mêmes. Statistiques...**

**Lyas Hallas - Alger (Le Soir)** - Pour des tâches similaires, les femmes en Algérie sont rémunérées comme les hommes au moment où partout ailleurs dans le monde les organisations de défense des droits de la femme dénoncent des discriminations en la matière ; que les salaires attribués aux femmes sont inférieurs à ceux de leurs vis-à-vis hommes. Et, pratiquement, les femmes en Algérie ne sont invisibles que sur les chantiers de construction et des mines où se pratiquent des métiers pénibles que les femmes ne sont peut-être pas prêtes à exercer ou ne peuvent pas faire.

Or, il n'y a aucune contrainte juridique ou autre sinon, les blocages psychologiques des femmes elles-mêmes. Si le conservatisme gagne du terrain, il y a des femmes qui s'y adonnent volontiers puisqu'il crée une demande pour certaines professions. Les

islamo-conservateurs étant réticents à l'idée que les femmes soient auscultées par des hommes, favorisent, de fait, l'emploi des femmes dans ce secteur. Et, on trouve désormais des cabinets de femmes médecins qui ne prestent que pour les femmes et les enfants où les femmes ne risquent pas de croiser des hommes dans les salles d'attente.

Globalement, les personnels féminins en activité dans la Fonction publique étaient, en 2014, de 720 330 agents sur un total de 2 020 172, soit 35%. Le secteur de la santé compte plus de femmes que d'hommes, 138 581 sur un total de 266 525 en 2014, soit 52% de femmes (elles représentent 45% des hospitalo-universitaires). Dans l'éducation nationale, la moitié des effectifs est composée de femmes (297 394 sur un total de 592 831 en 2014). La police a également ses contingents de policières, estimés en 2016 à près de 20 000, soit environ 10% des effectifs de la Sûreté nationale. Dans le secteur de la justice, elles sont 13 644 sur 43 000 agents (30%). Et dans le corps de la magistrature et la diplomatie, les femmes algériennes sont mieux loties que leurs homologues occidentales même si la pro-

portion des hommes est plus importante dans ces corps de métiers. On compte aussi, 62 258 agents féminins sur 171 761 dans l'enseignement supérieur, soit 36%, et la proportion est beaucoup plus importante dans le domaine de la recherche scientifique où elles sont près de 40%. Idem dans le secteur des finances où elles sont 28 757 agents sur 83 829 (34%) et l'on a vu une femme accéder au poste de vice-gouverneur de la Banque centrale.

Du reste, c'est une question de choix et de mérite.

Dans les fonctions politiques, et depuis l'instauration du quota de 30% pour les femmes, les partis trouvent du mal à compléter les listes faute de femmes candidates justement. Même si certains arrivent à confectionner des listes composées uniquement de femmes. Les féministes parlent souvent de dénigrement, de harcèlement sexuel ou de harcèlement moral et professionnel qui n'est pas l'apanage des seules femmes. Ce qu'il faut retenir – au-delà de ce qui peut relever du pénal puisque il faudrait le différencier du consentement, quoique souvent elles croient elles-mêmes qu'elles ont consenti, est que c'est aussi une ques-

tion de personnalité. Personne n'a pu jusque-là contester l'autorité de Louisa Hanoune à la tête du Parti des travailleurs (PT). L'Armée nationale populaire (ANP) compte deux généraux femmes. Et ce ne sont certainement pas leurs subalternes qui oseraient les harceler.

Certes, il y a moins de femmes dans le secteur économique, ce qui ramène le taux des femmes dans le monde du travail à 19% de l'ensemble des salariés.

Et ce, parce que le secteur économique propose des emplois que les femmes ne sont pas prêtes à exercer – le plus gros pourvoyeur d'emplois en dehors de la Fonction publique est le secteur du bâtiment –. Il convient enfin de noter qu'il y a de plus en plus de femmes entrepreneurs. En février 2017, l'Algérie comptait 275 576 femmes entrepreneurs (143 010 gérantes d'entreprises et 132 566 personnes physiques), soit 7,5% de l'ensemble des opérateurs économiques (1,9 million). Elles sont actives notamment dans le commerce de détail, les services et l'artisanat, même s'il existe une petite proportion de femmes qui ont réussi dans l'industrie et le bâtiment.

L. H.